

MES CHERS COMPATRIOTES de Métropole, d'Outre-mer et de l'étranger,

La crise dans laquelle la France s'enfonce depuis des années est désormais si grave que nous devons procéder à une rupture complète et décisive.

L'industrie perd en moyenne une usine et des centaines d'emplois chaque jour ouvrable. Principalement à cause d'importations venant de pays à très faibles charges sociales et environnementales, mais aussi à cause des délocalisations que les traités européens nous forcent à accepter. Du coup, 800 Français passent chaque jour sous le seuil de pauvreté, tandis que quelques fortunes indécentes s'emparent de notre patrimoine national.

L'agriculture familiale et la pêche artisanale disparaissent d'année en année, sous la pression de Bruxelles, au profit d'une « agro-industrie » irrespectueuse des terroirs et des équilibres écologiques, et d'une pêche industrialisée.

La ruralité et la douceur de vivre de nos campagnes, qui font tout le charme de la France, sont menacées par la fermeture des services publics, les regroupements forcés de communes, la création de centres commerciaux périurbains qui tuent les petits commerces villageois, la disparition programmée de nos départements. Les réformes territoriales, mises en œuvre sans l'accord des Français, ont des conséquences néfastes et vont nous entraîner sur la pente fatale du régionalisme exacerbé, puis de la désintégration de l'unité nationale.

Les départements et territoires d'outre-mer sont également menacés par les politiques de la Commission européenne, qui peuvent à tout moment rompre leur fragile équilibre économique et social. Sans compter que de nombreux bureaucrates, à Paris ou à Bruxelles, rêvent d'abandonner l'outre-mer français, jugé trop dispendieux.

Je refuse l'immobilisme, le mépris des électeurs, la violation des 55 % de NON au référendum de 2005, et l'esprit de renoncement de nos dirigeants politiques, depuis des années, qu'ils soient de droite ou de gauche.

J'agis pour que le peuple français rejette la tentation de l'extrémisme et se ressaisisse, dans l'un de ces élans de rassemblement national dont il a le secret, lorsqu'il sent que la France est vraiment en danger.

■ Ne vous trompez pas d'élection !

Pour Charles de Gaulle — et comme le prévoit notre Constitution —, « le vrai sujet de l'élection présidentielle, c'est l'indépendance de la France », car le chef de l'Etat doit être « en charge de l'essentiel ». L'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai ne doit donc pas être confondue avec les élections législatives de juin, qui détermineront une majorité parlementaire en fonction d'un programme politique, économique et social, conduit par le Premier ministre et le Gouvernement.

Si le fondateur de la 5^e République a voulu que l'élection présidentielle se fasse au suffrage universel, c'est pour permettre au peuple français de court-circuiter si nécessaire les partis politiques traditionnels, afin de choisir, par

lui-même, le candidat qui lui apparaît comme le plus apte à remplir cette fonction suprême : assurer la survie, la liberté, l'indépendance, la démocratie, l'unité, le bonheur et le rayonnement de la France.

Alors que notre pays s'enfonce dans le désastre, ne vous laissez pas influencer par les partis à bout de souffle qui sont corresponsables de la situation. Ne vous laissez pas impressionner par les qualificatifs décernés par les médias qui promeuvent tel ou tel candidat pour satisfaire le seul intérêt de leurs actionnaires.

■ Il n'y a pas « d'autre Europe » possible

Nous devons, en tant qu'électeurs, faire preuve de jugement et d'intuition, mais aussi d'esprit de résistance face au déferlement de l'argent et de la propagande pour le maintien de la France dans une Europe irréformable qui sert des intérêts privés puissants. Nous ne devons pas voter par habitude ou sous l'influence des sondages, ni céder à un effet de mode. Nous ne devons pas croire naïvement aux sempiternelles promesses « d'autre Europe », car toute renégociation des traités européens est impossible concrètement. En effet, pour modifier de fond en comble 60 années de compromis laborieux dans l'espoir égoïste d'avoir une Europe servant les seuls intérêts français, il faudrait obligatoirement que les 28 gouvernements et les 28 peuples de l'UE soient tous d'accord, ce qui n'arrivera jamais !

Il nous faut aussi faire très attention aux promesses dont nous sommes abreuvés. Non seulement la plupart d'entre elles ne sont pas du niveau stratégique de l'élection présidentielle, mais elles sont généralement inapplicables si l'on reste dans le cadre des traités européens et de l'euro, desquels je suis le seul candidat à vouloir libérer la France dès mon entrée en fonctions.

Nous devons penser à la France, à son passé glorieux et à son avenir incertain. Nous devons être à la hauteur des cinquante générations qui ont bâti notre pays.

■ Un choix historique

C'est à vous, en votre âme et conscience, qu'il revient de déterminer sans préjugé quel candidat a l'expérience, la compétence, l'honnêteté, la force de caractère, le dévouement, le désintéressement personnel et la carrure pour défendre les intérêts de la France au niveau planétaire, avec toute la finesse, la dignité et le sang-froid nécessaires.

Il y a des moments où, avec une seule décision, vous pouvez vraiment tout changer. Voter pour moi, c'est faire un choix historique. C'est la dernière occasion, avant longtemps, de redonner à la France son indépendance et aux Français leur démocratie.

Vive la République, vive la France !
François Hollande

MON PROGRAMME PRÉSIDENTIEL : LIBÉRER LA FRANCE

L'article 5 de la Constitution pose que le président de la République doit « veiller au respect de la Constitution », « assurer, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État », et être « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités ».

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À GARANTIR L'INDÉPENDANCE NATIONALE EN FAISANT SORTIR AU PLUS VITE LA FRANCE DE L'UE, DE L'EURO ET DE L'OTAN

Malgré les faux-fuyants utilisés depuis des années, le masque est désormais tombé : il est impossible de garantir aux Français leur indépendance nationale — et donc leur démocratie — tant que la France est sous tutelle et se voit imposer l'essentiel de ses décisions, dans tous les domaines, par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et l'OTAN. En conséquence, et dans les jours suivant ma prise de fonctions :

1. J'entamerai la procédure de **sortie de la France de l'Union européenne et de l'euro**, par l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE). Il est prudent de prendre les devants avant que l'euro ne s'effondre de lui-même.

2. J'entamerai la procédure de **sortie de la France de l'OTAN**, par l'article 13 du traité de l'Atlantique Nord.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À ÊTRE UN ARBITRE ET À DÉMOCRATISER LA RÉPUBLIQUE

3. Président-fondateur d'un parti politique classé officiellement par le ministère de l'Intérieur en « divers » — et donc **au-dessus du clivage droite-gauche** —, il me sera tout naturel d'**exercer en arbitre les fonctions de chef de l'État**. Je ne serai ni partisan, loin de semer la discorde entre les Français, je veillerai à toujours les rassembler, quelles que soient leurs catégories sociales, leurs origines ethniques, leurs opinions politiques, leurs convictions religieuses (y compris ceux qui n'en ont pas) ou toute autre caractéristique.

Je combattrai toute forme de communautarisme et ferai respecter la laïcité. Je porterai une attention constante à protéger le peuple contre les féodalités économiques et financières, à assurer l'égalité de tous devant la loi — en particulier l'égalité hommes-femmes —, à garantir la justice sociale ainsi que des services publics efficaces et puissants, à œuvrer pour un environnement sain, et pour que soit préservée la nature, notre bien commun. Je respecterai la souveraineté du peuple, auquel je demanderai aussi souvent que nécessaire de trancher en dernier ressort.

4. Je démocratiserai les institutions et je rétablirai la politique dans son sens le plus noble :

- en instaurant le **référendum d'initiative populaire** (à partir de 500 000 signatures de citoyens) ;
- en instaurant la **reconnaissance pleine et entière du vote blanc** (avec pouvoir de révocation des candidats) ;
- en démocratisant le Conseil constitutionnel et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
- en n'autorisant les **modifications de la Constitution que par la seule voie du référendum** et à la majorité des électeurs inscrits (suppression de la procédure « du Congrès », article 89) ;
- en obligeant les candidats aux élections à présenter un **casier judiciaire vierge** ;
- en limitant à deux le nombre de mandats électoraux identiques consécutifs.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À GARANTIR LE FONCTIONNEMENT RÉGULIER DES POUVOIRS PUBLICS ET L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE

5. Je mettrai un **terme immédiat aux réformes territoriales** :

- en arrêtant les regroupements forcés de communes ;
- en permettant aux communes fusionnées depuis 2010 de défusionner et de reprendre leur liberté ;
- en revenant à la dotation globale de fonctionnement versée par l'État (DGF) d'avant 2014 ;
- en faisant inscrire dans la Constitution les communes et les départements comme des maillons essentiels de la démocratie française.

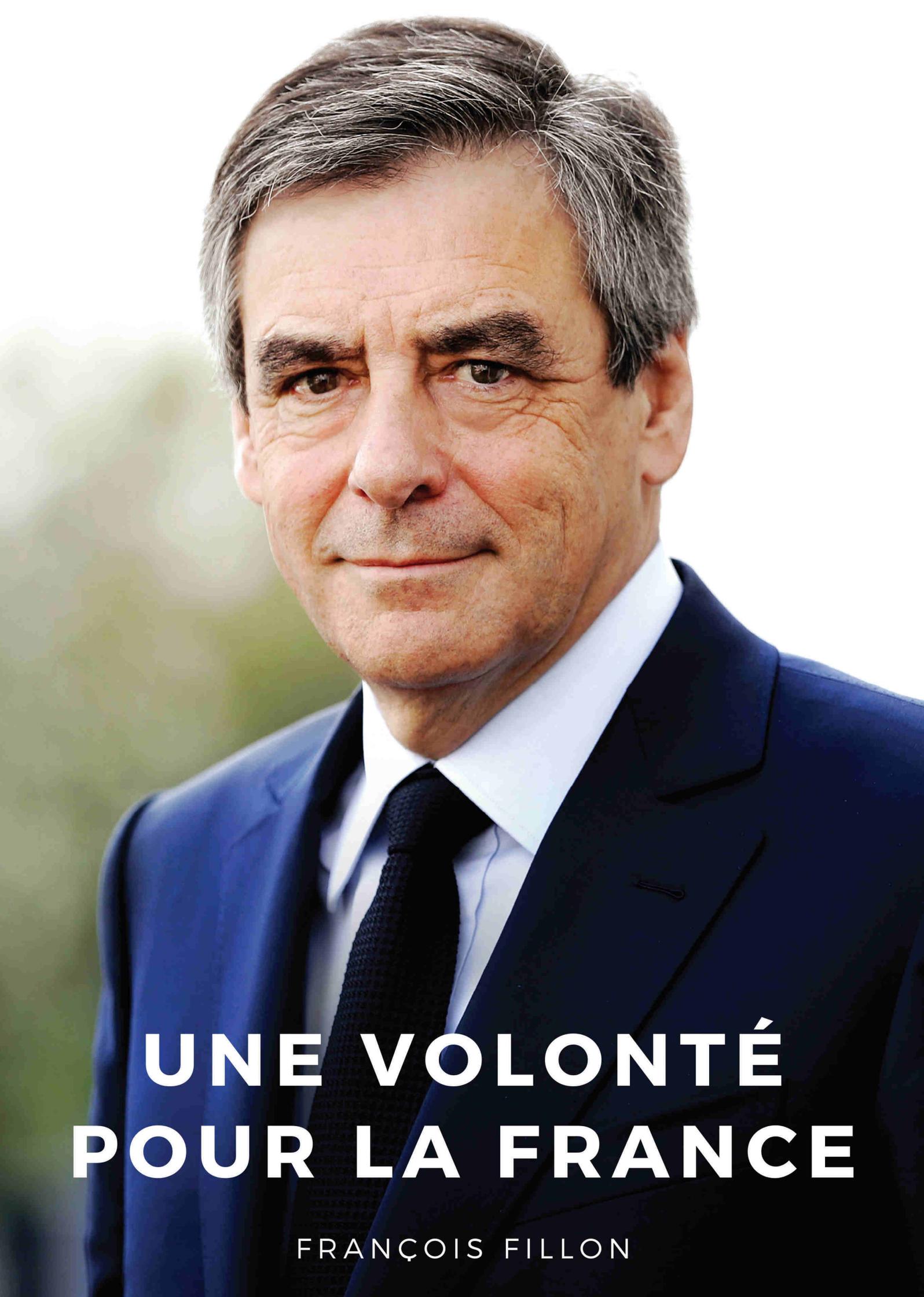
6. J'assurerai la solidarité et l'unité nationales en **mettant un terme à la politique des « eurrorégions »**.

JE M'ENGAGE SOLENNELLEMENT À RÉTABLIR L'INDÉPENDANCE ET L'UNIVERSALITÉ DE NOTRE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

7. Je ferai **cesser immédiatement la politique de confrontation** avec la Russie et les ingérences illégales et contraires aux intérêts de la France au Moyen-Orient (Libye, Syrie, etc.), qui suscitent des actes terroristes dans notre pays.

8. J'œuvrerai pour la **paix mondiale** dans le cadre de l'Organisation des Nations unies.

Je ferai de la France le porte-parole de la liberté des peuples et des nations, et du respect du droit international. Je nouerai des partenariats économiques, commerciaux, industriels, scientifiques ou culturels avec les pays du monde entier, **sans considération d'appartenance à un quelconque bloc continental, militaire, politique ou religieux**.



**UNE VOLONTÉ
POUR LA FRANCE**

FRANÇOIS FILLON

UNE VOLONTÉ POUR LA FRANCE

LIBÉRER L'EMPLOI ET LA CROISSANCE

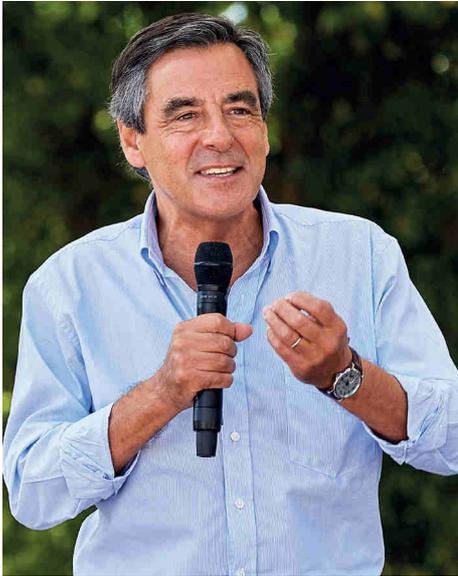
- **Atteindre le plein emploi** en baissant de 40 milliards d'euros les charges des entreprises et les impôts.
- **Alléger la bureaucratie** qui freine l'activité et l'embauche (recentrage du code du travail sur ses principes fondamentaux ; doublement des seuils sociaux ; allègement des normes qui pèsent sur les agriculteurs, les artisans, les commerçants...).
- **Lever le verrou des 35 heures** par la négociation du temps de travail dans l'entreprise. Passer aux 39 heures dans la fonction publique pour renforcer nos services publics et améliorer les perspectives de carrière des agents.
- **Développer l'alternance et l'apprentissage** en instaurant une exonération totale de charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance.
- **Faire en sorte que les revenus du travail paient plus que ceux de l'assistance** en créant une allocation sociale unique qui regroupera plusieurs aides sociales en une seule.
- **Réduire la dépense publique** de 100 milliards d'euros en 5 ans pour nous libérer de la dette publique qui menace l'avenir de nos enfants et notre souveraineté.
- **Défendre les intérêts industriels, technologiques et agricoles de la France :** réciprocité dans les échanges commerciaux internationaux, renégociation de la directive européenne sur les travailleurs détachés...

PROTÉGER LES FRANÇAIS

- **Soutenir nos forces de l'ordre, la justice et nos armées** en leur consacrant 12 milliards d'euros de plus. 10 000 agents des forces de l'ordre supplémentaires seront mis sur le terrain ; leurs équipements seront modernisés ; les polices municipales seront renforcées.
- **Mener une politique d'impunité zéro** en rétablissant les peines planchers ; en abaissant l'âge de la majorité pénale à 16 ans pour lutter contre la délinquance des mineurs ; en construisant 16 000 places de prison.
- **Mettre fin aux délits du quotidien.** Dégradations nocturnes de voitures et d'abribus, rodéos sauvages, squats de cages d'escalier : ces délits seront sanctionnés par des contraventions avec paiement immédiat ou retenue sur les prestations sociales.
- **Réduire l'immigration légale à son strict minimum** en instaurant des quotas d'immigration établis en fonction de nos capacités d'accueil et de nos besoins économiques.
- **Exiger une présence régulière de deux années sur le territoire national avant le versement de toute prestation sociale.**
- **Expulser les clandestins et supprimer l'Aide Médicale d'État (AME)** pour enrayer l'immigration illégale.

POUVOIR D'ACHAT !

- **Augmenter le salaire net** pour récompenser le travail. Réduction des charges payées par les salariés pour un gain annuel de 350 € et 700 € pour un couple qui travaille.
- **Revaloriser les retraites** inférieures à 1 000 € et les petites pensions de réversion de 10 %. Assurer la pérennité du système de retraites en reculant progressivement l'âge de départ à 65 ans et en rapprochant tous les régimes.
- **Restaurer le pouvoir d'achat des familles** en portant à 3 000 € le plafond du quotient familial et en rétablissant des allocations familiales pour tous.



RENFORCER NOTRE SOLIDARITÉ NATIONALE

- **Assurer l'égalité des chances** à l'école en s'assurant que tous les élèves maîtrisent les savoirs fondamentaux : lecture, calcul, écriture, histoire.
- **Pour symboliser l'unité de tous,** développer le port d'une tenue scolaire uniforme.
- **Garantir à tous les Français des soins de santé de qualité et mieux remboursés** en développant les maisons médicales de proximité ; en accordant plus de liberté aux professions médicales ; en visant le remboursement intégral des dépenses de santé les plus coûteuses d'ici à 2022.
- **Défendre la famille** en protégeant le droit de l'enfant ; en soutenant les emplois familiaux ; en renforçant l'accueil des enfants handicapés dans les établissements scolaires.

VAINCRE LE TOTALITARISME ISLAMIQUE

- Toute personne partie combattre à l'étranger dans les rangs terroristes sera interdite de retour sur le territoire national, après déchéance de nationalité.
- Toute personne coupable d'intelligence avec l'ennemi sera condamnée à une peine pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison.
- Tout étranger appartenant à la mouvance intégriste sera expulsé.
- Par respect de la laïcité, l'État ne tolérera aucun prosélytisme contraire aux valeurs de la République, aucune discrimination à l'égard des femmes.

DÉFENDRE LA RURALITÉ

- **Soutenir nos agriculteurs et réduire leurs risques,** notamment avec la création d'un « compte épargne aléas climatiques et économiques », alimenté les années de bonnes récoltes, utilisable en cas de pertes d'exploitation.
- **Préserver nos traditions rurales, développer des projets de commerces multiservices et poursuivre l'ouverture de maisons de services au public.**

PRÉPARER L'AVENIR

- **Aller vers une économie décarbonée** en développant une filière française des énergies renouvelables et en modernisant l'industrie nucléaire.
- **Faire de la France une « startup nation »,** en déployant le Très Haut Débit (THD) partout en France d'ici à 2022, en lançant un plan « 5G » et en facilitant le financement des startups.

RELANCER LE PROJET EUROPÉEN

Bâtir une nouvelle Europe, respectueuse des nations, recentrée sur ses principales priorités : la sécurité et la défense, la protection des frontières face aux flux migratoires, l'euro, l'énergie, le numérique, l'agriculture. La France s'opposera à l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie.

FRANÇOIS FILLON

UNE VOLONTÉ POUR LA FRANCE

Ma chère, chère patriote,

Ensemble, nous sommes la France, un pays unique qui vient de loin et qui peut encore viser haut si nous libérons ses forces. Notre nation peut devenir la 1^{ère} puissance européenne d'ici à dix ans ; elle peut atteindre le plein emploi ; elle peut vaincre le totalitarisme islamique et faire triompher la liberté.

En métropole, dans les Outre-Mer, j'ai rencontré des milliers d'entre vous. Votre courage est intact. Vous êtes un grand peuple mais notre système vous bloque. Tout est encadré, nivelé par le bas. Partout j'ai entendu ce cri du cœur : « laissez-nous travailler, oser, réussir ! ».

La colère monte : contre la bureaucratie, contre le chômage, contre l'insécurité. Il émane de notre peuple une demande de liberté, d'autorité et de fierté.

Je suis porté par ce message. Je vous propose un projet puissant pour redresser notre pays.

Je libérerai le travail pour le plein emploi et pour le pouvoir d'achat. J'affirmerai l'autorité de la République. Je combattrai la dette. Je consoliderai nos piliers : la famille, l'école, la sécurité sociale, la laïcité. Je défendrai l'identité française, sa culture, ses traditions, ses plus belles valeurs.

Je relèverai avec notre jeunesse les défis de son siècle : celui de la révolution numérique, celui du développement durable, celui de la renaissance de la civilisation européenne.

Nous sommes les héritiers de générations d'hommes et de femmes qui ont tout donné pour faire de la France l'un des points ardents du monde. Nous sommes comptables de ce trésor que nous léguerons à nos enfants.

Puissions-nous leur transmettre notre pays dans ce qu'il a de plus beau. Un pays capable de tenir son destin en main. Un pays où le goût de la liberté est plus fort que la peur de l'échec. Un pays fraternel, offrant toutes ses chances au mérite. Un pays qui rayonne par ses paysages et sa culture. Un pays fier et souverain, respecté dans le monde.

Pour la France, ma volonté d'agir est immense. Je ne tremble pas devant les obstacles. Pour assurer la conduite de notre nation, la cinquième puissance du monde, il faudra de la force.

Cette force, je l'ai en moi.
Je suis déterminé à l'utiliser
pour moi et avec moi,
au service de la France.

François Fillon

François Fillon